

Joe Biden gâche la fête olympique

Chine Le boycott américain des JO d'hiver a beau n'être que diplomatique, il ternit la célébration de la puissance de la Chine. Et de son Président.

Analyse Philippe Paquet

Au lendemain de la décision des États-Unis de boycotter "diplomatiquement" – en fait, politiquement – les Jeux olympiques d'hiver, qui s'ouvriront le 4 février à Pékin, pour dénoncer les violations des droits humains et, en particulier, le "génocide" perpétré contre les Ouïghours au Xinjiang, la Chine s'efforce de minimiser la portée de cet affront, en maniant parfois ce qui, ailleurs, passerait à coup sûr pour de l'ironie, mais qui, en l'espèce, pourrait tout aussi bien relever du premier degré. "Les Chinois seront soulagés d'apprendre la nouvelle", a ainsi tweeté le *Global Times*, un organe officiel du Parti communiste, "parce que moins il y aura de responsables américains, moins il y aura de virus."

Que Pékin saisisse l'occasion pour rabâcher sa théorie selon laquelle le Covid-19 serait apparu non pas en Chine mais aux États-Unis donne la mesure de l'irritation dans la capitale chinoise. Le 3 décembre, dans un long commentaire qui anticipait sur la décision attendue des Américains, l'agence officielle Chine nouvelle saluait la traditionnelle résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur la trêve olympique, adoptée la veille par consensus, en rappelant que le sport était "un outil pour unir le monde afin de surmonter l'épidémie, apporter la paix, et promouvoir le dialogue et la réconciliation".

Dire que les JO n'ont rien à voir avec les politiciens a de quoi surprendre de la part d'un régime qui a toujours politisé le sport.

Dans le même temps, les autorités chinoises ne craignaient pas d'affirmer que "les Jeux olympiques n'ont jamais rien eu à voir avec les politiciens, mais bien avec les athlètes". Venant d'un de ces régimes communistes qui, plus qu'aucun autre, a toujours politisé le sport, l'affirmation a de quoi surprendre. Comme ne manquent pas d'étonner les efforts déployés par ces mêmes autorités pour discréditer l'attitude de Washington, alors que, assurent-elles, personne n'aurait, de toute façon, remarqué la présence des responsables américains s'ils avaient choisi d'aller à Pékin.

Des élus réclamaient un boycott pur et simple

On doute, cependant, que la venue de Joe Biden serait passée inaperçue, et d'abord dans les médias chinois. Certes, pour la direction communiste, le pire a pu être évité. Des élus américains réclamaient un boycott pur et simple des Jeux, tandis que l'affaire Peng Shuai, en déclenchant un bras de fer inédit entre le tennis mondial et le gouvernement chinois, démontrait que le sport ne peut pas ignorer son environnement politique. Les athlètes seront donc tous là finalement pour garantir l'intérêt sportif de l'événement et éviter des JO au rabais.

Néanmoins, la fête sera indéniablement gâchée, et d'autant plus que la position américaine devrait être suivie par celle d'autres pays (la Nouvelle-Zélande en a déjà exprimé l'intention). Xi Jinping pourra bien entendu célébrer la puissance de la Chine – et sa toute-puissance personnelle – à la faveur de ces mises en scène dont les Chinois ont le secret (on se souvient de la cérémonie de clôture des Jeux de 2008 qui avait loué l'union nationale en faisant représenter toutes les minorités ethniques par des Chinois de l'ethnie majoritaire han...). Mais lui qui n'a plus quitté la Chine depuis le début de l'épidémie il y a deux ans ne pourra pas s'afficher avec la plupart des grands de ce monde.

L'Argentine joue son avenir à Washington



Le Président, de dos, et la vice-Présidente, de face. Il y a un peu d'eau dans le gaz.

Argentine À la crise due au Covid s'ajoute celle d'une dette jugée "illégitime" à rembourser.

Entretien Marie-France Cros

Étranglée par la crise économique suscitée par la pandémie de Covid, l'Argentine joue son avenir. Elle doit, en effet, en même temps, faire face à des échéances importantes dans le remboursement de la dette de 44 milliards de dollars contractée par le gouvernement du président conservateur libéral Mauricio Macri (2015-2019). Si Buenos Aires a déjà remboursé 1,9 milliard de dollars en septembre et s'apprête à en faire autant le 18 décembre, les échéances suivantes sont insoutenables: 19,3 milliards de dollars à payer en 2022 et autant en 2023, puis 4,9 milliards en 2024.

L'Argentine doit présenter ce mois-ci un plan au Fonds monétaire international (FMI) pour obtenir un rééchelonnement de ses déboursments, mais ce programme peine à faire consensus dans le pays.

Pour comprendre les enjeux, nous avons interrogé Xavier Dupret, économiste à la Fondation Jacquemotte et spécialiste de l'Argentine.

L'Argentine, en négociation avec le FMI, demande un rééchelonnement de cette dette. Et quoi d'autre ?

Ce qu'elle demande, c'est quelque chose qui existe déjà dans les relations entre un pays débiteur et le FMI: un rééchelonnement à 10 ans. Mais l'aile gauche des péronistes, au pouvoir depuis 2019, veut un rééchelonnement sur 20 ans – parce que cette dette est "illégitime", fait-elle valoir – et espère également une diminution de la charge des intérêts.

Et cela en échange de quel type de réformes ?

C'est précisément le point qui génère de très grosses discussions en Argentine. L'évolution des déficits budgétaires du pays montre l'impact très impor-

tant du Covid: on est passé d'un déficit de 4,4% du PIB fin 2019 à un déficit de 8,6% du PIB fin 2020. Or, on attend un déficit de l'ordre de 3,5% à la fin 2021, ce qui veut dire que les Argentins subissent déjà une politique d'austérité, avec une baisse des dépenses, souligne l'aile gauche des péronistes, représentée par la vice-présidente Cristina Fernandez de Kir-



Xavier Dupret
Économiste à la Fondation Jacquemotte